



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

07/12/2023

Contre les attaques du gouvernement Macron

Plus que jamais l'heure est à la lutte des classes

L'agence de notation états-unienne Standard & Poor's (S&P) a maintenu la note de la France en l'accompagnant d'une mise en garde concernant le déficit budgétaire élevé tout en saluant les réformes du gouvernement Macron : réforme des retraites, du chômage, mise en place de France Travail qui devraient permettre selon S&P « d'améliorer la situation des finances ». L'avis des agences de notation fait autorité pour le gouvernement, d'autant qu'elles vont toutes dans le même sens : imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs.

B. Le Maire s'est engagé à aller plus vite, plus loin dans les réformes : « *Plus que jamais, nous restons déterminés à réduire les dépenses publiques et à accélérer le désendettement de la France* ».

Dès lundi, E. Borne a réuni le ministre de l'Économie, du travail, de l'Enseignement et de la Formation professionnels et celle des Petites et Moyennes Entreprises, pour officiellement « réfléchir au lancement de nouveaux chantiers visant à soutenir l'emploi en France » et surtout pour décider de nouvelles réformes qui impliquent toutes la baisse des droits des salariés. O. Dussopt a exprimé brutalement l'objectif : développer des plans d'austérité drastique pour les travailleurs, « *il faudra redoubler d'efforts* ».

Le programme a été fixé, sans surprise

- * Accès limité aux ruptures conventionnelles pour réduire le nombre d'ouvertures de droits au chômage,
- * droits au chômage réduits pour les seniors¹, un seul impératif : réaliser, **440 millions d'euros d'économies** sur la période 2024-2027 sur indemnisation chômage des demandeurs d'emploi les plus âgés.
- * Projet de loi Pacte II, dès le début de 2024. Nouveau cadeau au patronat pour simplifier des normes qui selon le gouvernement entravent la croissance des entreprises. Mais qui, en réalité, visent à « *accélérer le désendettement* » et surtout à « *transformer notre modèle social et à mettre fin à toutes les hypocrisies du système social français... qu'on arrête de se payer de mots sur le modèle social*² ». La loi Pacte I avait déjà augmenté le nombre d'entreprises exonérées des cotisations fiscales et sociales. C'était insuffisant pour le MEDEF, le gouvernement s'exécute.

Depuis 30 ans, la multiplication des dispositifs d'exonération de cotisations sociales et fiscales pour les patrons, en 2022 73,6 milliards d'euros, soit une hausse de 13,3% par rapport à 2021. Ces milliards d'euros les entreprises, s'en servent pour verser des dividendes aux actionnaires pas pour augmenter les salaires. Ces milliards sont le produit d'un vol sur les comptes de la Sécurité sociale et sur les salaires différés. Si, *Le Maire reconnaît* « *qu'aujourd'hui, avec son salaire on vit moins bien qu'il y a 10 ans... c'est dû au poids des cotisations* ». *Pas question d'augmenter les salaires, pas plus qu'il n'en a été question lors de la crise du covid* « *nous avons fait des choix responsables, nous n'avons pas cédé à la facilité de l'augmentation des salaires, pas cédé à un blocage artificiel des prix* ». Outre le mépris pour tous ceux dont les conditions de vie se dégradent, pour tous ceux travailleurs, jeunes, retraités de plus en plus précaires, la politique de Macron pour répondre aux exigences du Medef de diminuer le prix de la force de travail. Le Maire l'a clairement exposée lors de son interview à France

¹. Cf Hebdo n°849, *Pauvreté croissante, Profits record*

² Interview France inter, *Grand Entretien*, 30 novembre 2023

Inter le 30 novembre 2023, « *comment est-ce qu'on peut avoir un salaire net plus élevé et moins éloigné de son salaire brut ... C'est le partage de la valeur, c'est l'intéressement, c'est la participation, c'est l'actionnariat salarié, c'est le développement des primes défiscalisées, c'est la défiscalisation des heures supplémentaires, et c'est toute la question que nous avons ouverte aussi sur la question des charges* ». L'exonération des cotisations sociales, la défiscalisation des primes et des heures supplémentaires c'est une diminution de salaires.

La France, se place à la 5^e position des États les plus endettés de l'Union européenne. La **dette française** dépasse les 3 000 milliards d'euros, (112,4 % du PIB), son remboursement est l'un des premiers pôles de dépenses de l'État.

Les milliards coulent à flot pour les capitalistes, les travailleurs eux plongent dans la précarité, **les travailleurs ne paieront pas les dettes des capitalistes.**

Décembre 2023 : Chômage en hausse, multiplication des faillites d'entreprises, l'inflation a fait plonger dans la précarité un nombre de plus en plus élevé de travailleurs, de jeunes, de retraités.

* Chômage. L'objectif phare de Macron du « *plein emploi* » bat de l'aile. Tous les indicateurs de l'activité économique française sont formels : **la récession est en train de s'installer**, le chômage d'augmente, le taux de chômage est passé de 7,1% au premier trimestre à 7,4% au 3^{ème} trimestre, il a régulièrement augmenté les deux dernier mois. D'après les projections de L'OFCE le taux de chômage atteindra 7,9% en 2024 et pourrait très rapidement dépasser la barre des 8%.

* Faillite d'entreprises En l'espace de 3 mois 10 400 entreprises ont fait l'objet de procédure de sauvegarde, de redressement, de liquidation. Depuis le début 2023, ce sont plus de 35 000 entreprises qui ont fait l'objet d'une ouverture de procédures collectives, soit +22% en 1 an. Les défaillances des entreprises de moins de dix salariés ont augmenté de 30 %. Le secteur du bâtiment a détruit 70 000 emplois en 1 an.

La précarité la baisse de la consommation entraine un ralentissement qui concerne tous les secteurs de l'économie. La chute du PIB de la France pourrait tomber à moins 3% d'ici le début 2024.

L'état effectif de l'économie est très éloigné des discours consensuels du gouvernement des derniers mois. Et s'il y a un ralentissement de l'économie c'est conjoncturel, et c'est la faute aux circonstances économiques et politiques internationales, la guerre en Ukraine, l'augmentation du prix de l'énergie, des produits alimentaires, le ralentissement de l'économie de la Chine, le protectionnisme des États-Unis. Mais en aucun cas la politique du gouvernement au service des intérêts des multinationales capitalistes qui fixe la feuille de route du gouvernement, aidés par les différents partis politiques qui jouent chacun leur partition pour maintenir le capitalisme en France.

* Précarité. De plus en plus de ménages se serrent la ceinture, la consommation enregistre un net recul et les prix vont encore augmenter en cette fin d'année : 90% des industriels de l'agro-alimentaire ont programmé une hausse de 4 à 5%. Hausse qui n'est pas supportable pour de plus en plus de personnes quelques soit leurs revenus. Qu'il s'agisse des hard discounts ou des grandes surfaces traditionnelles, on est sur des niveaux de hausse de prix de 20 à 25% sur deux ans.

Dans son rapport « *Logement : inégalités à toutes les étapes* », publié lundi 4 décembre, l'ONG Oxfam alerte sur la crise du logement en France et fait le constat d'une explosion des inégalités dans ce secteur. En moyenne entre 2001 et 2020, **les prix de l'immobilier ont augmenté de 125,6 % en France**. Les revenus bruts des ménages n'ont quant à eux progressé que de 29, *en vingt ans les prix des biens immobiliers ont augmenté 4 fois plus vite que les revenus*. Les étudiants consacrent au logement 60% de leur budget. La demande de logements sociaux, se loger relève du parcours du combattant¹.

Alors que de nouvelles offensive sont se préparent, que l'inflation, la hausse des prix énergie, des produits alimentaires, que nombre vive dans la privation des besoins les plus basiques que les salaires ne suivent toujours pas, que les inégalités s'accroissent, que tout l'argent volé aux travailleurs et accaparé par les capitalistes pour accroître les profits et les richesses des possédants. L'heure n'est pas au dialogue social, le capital et le travail sont plus que jamais antagoniques.

De nombreux secteurs mènent des luttes, grèves et débrayages sur la question centrale de la revalorisation des salaires²? Depuis lundi, les services d'Arcelor Mittal Dunkerque sont en grève pour des augmentations de salaires. Réponse attendue du préfet pour briser le mouvement réquisition de cinq grévistes, ce qui a provoqué l'extension du mouvement au site de Mardyck, aux salariés de Fos-sur-Mer. La répression,

¹. Cf Hebdo n°849, *Pauvreté croissante, Profits record*

² Cf Résumé économique et social n°151

l'atteinte au droit de grève en poursuivant 1.000 militants CGT pour leur mobilisation contre la réforme des retraites, les poursuites contre les manifestants pro-palestiniens relèvent de la même volonté de faire taire tout ce qui est une menace à leur politique

Cette situation de vives tensions sociales liée aux questions des salaires, de l'emploi et de craintes pour l'avenir, en particulier chez les jeunes, s'accompagne de la part du pouvoir et du patronat de répressions antisyndicales et d'attaques de plus en plus fréquentes aux libertés sous prétexte de lutte contre le *communautarisme* et le *terrorisme*. Ainsi, chaque *occasion* d'un événement tragique est mise à profit pour mettre de *l'huile sur le feu* et attiser les divisions des travailleurs. L'odieux meurtre du jeune Thomas en Isère dans la nuit du 18 au 19 novembre en est une illustration. Tout y passe et Rassemblement National, les Républicains... sous la houlette des *media* Bolloré donnent le ton qui va de la *guerre de civilisation* aux *banlieues criminelles* jusqu'à la *guerre civile* en passant par les manifestations fascistes ! Le tragique assassinat d'un touriste allemand à Paris que nous condamnons fermement, a encore fait monter d'un cran la pression dite sécuritaire et le Ministre Darmanin a été jusqu'à affirmer que les suivis psychiatriques soient du domaine de la police ! Tout est fait pour nous enfermer dans une logique répressive qui consiste à montrer que ceux qui ne partagent pas ce point de vue sécuritaire sont des alliés objectifs du terrorisme. La ficelle est un peu grosse mais elle a une utilité, celle de donner les moyens aux classes dirigeantes d'imposer encore plus d'austérité et de souffrances au Peuple tout en préparant une alternance politique dominée par le Rassemblement National et qui soit en mesure d'empêcher toute velléité de changement si nécessaire de la société.

Plus que jamais ce qui est à l'ordre du jour c'est la lutte des classes, son organisation et son développement, enracinée dans les luttes d'entreprises pour mener à un affrontement puissant contre la politique du capital.